

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

AMG : les maires plaident pour le relèvement des budgets des communes

JMM
Franceville/Gabon

TOUT est bien qui finit bien. Les 35 maires présents sur les 52 qui comptent le Gabon et membres de l'Association des maires du Gabon (AMG) ont récemment clos leurs travaux à Franceville sur une note de satisfaction générale. Tant tous les points inscrits à l'ordre du jour ont été épuisés. Ce dont se sont félicités la présidente de l'AMG, Mme Christine Mba Ndutume-Mihindou et son bureau.

En attendant la prochaine édition, qui se tiendra à Port-Gentil en mai 2023, l'on notera que plusieurs résolutions ont été adoptées par les membres de l'Association au cours de leur huis clos. Parmi lesquelles : la nécessité d'acquisition d'un siège du secrétariat permanent de l'AMG, le renforcement des ressources de la structure par le biais d'un meilleur recouvrement des finances auprès des membres, l'optimisation de ressources propres, le renforcement des capacités des membres de l'association, le relèvement du budget des communes par l'administration centrale, le



La maire de Libreville, Christine Mba Ndutume-Mihindou, et son homologue de Port-Gentil, Gabriel Tchango, lors des travaux.

plaidoyer auprès des hautes autorités du pays pour la retraite des maires sortants, la création d'un site web, l'organisation de séminaires de renforcement des capacités des agents municipaux, etc.

Sur le plan international, les maires présents à Franceville ont tenu également à féliciter la présidente de leur association, Christine Mba Ndutume-Mihindou, pour son leadership et son élection au poste de vice-présidente de Cités et gouvernements locaux unis d'Afrique (CGLU-A). Une position in-

dispensable pour rencontrer les bailleurs de fonds et négocier, pour le compte de l'association, un potentiel financement.

À côté de tout ceci, il est à noter que plusieurs communications ont été faites. Dont celle très attendue du ministre de la Décentralisation, de la Cohésion et du Développement des territoires, Michel Menga M'Essone, sur les avancées de la décentralisation au Gabon. Des échanges riches et pleins d'enseignements sous le regard bienveillant du gouverneur de la province Jacques-Denis Tsanga.

Protection des personnes déplacées : signature d'un mémorandum d'entente entre la CEEAC et le HCR

J.K.M
Libreville/Gabon

Le président de la Commission de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), Gilberto Da Piedade Verissimo, et la directrice du Bureau régional du Haut-commissariat des Nations unies (HCR) pour l'Afrique de l'ouest et du centre, Millicent Mutuli, ont signé lundi dernier, au siège de la CEEAC, un Mémorandum d'entente entre cette organisation sous-régionale et le HCR. Aux termes duquel les deux parties s'engagent à mutualiser leurs efforts en vue d'apporter une meilleure protection et assistance aux personnes contraintes de se déplacer de force dans la sous-région.

Intervenant une semaine après la tenue, le 25 juillet dernier, à Kinshasa, de la 21e Conférence des chefs d'État et de gouvernement de la CEEAC, qui avait instruit la Commission d'œuvrer à l'organisation d'un atelier en vue de la mise en place d'une plateforme dédiée aux questions humanitaires en République démocratique du Congo (RDC), la signature de ce mémorandum tombe, pour ainsi dire, à pic. Vu qu'il y a un manifestement d'urgence à agir.

Et pour cause : selon des données officielles, l'Afrique centrale



La directrice du Bureau régional du HCR, Millicent Mutuli, et le président de la Commission de la CEEAC, Gilberto Da Piedade Verissimo, au terme de la signature.

accueille 11,2 millions de personnes déplacées de force, dont près de 2 millions de réfugiés et 8 millions de déplacés. Ce qui constitue, à plus d'un titre, une source non négligeable d'instabilité pour les États confrontés à cette situation. En tout état de cause, Gilberto Da Piedade Verissimo s'est félicité de "la portée emblématique de ce mémorandum qui cimentera la coopération entre le HCR et la CEEAC".

Millicent Mutuli, quant à elle, s'est réjouie de "ce qu'une organisation aussi importante que la CEEAC prenne la mesure de l'urgence et affiche sa volonté de se joindre aux efforts mondiaux en cours pour créer des opportunités de développement aux personnes déplacées de force".

Tribune des partis politiques Et maintenant ?

L'UNION nationale (UN), ce parti politique de l'opposition a fait parler de lui ces derniers temps. Notamment avec la démission de plusieurs de ses militants dont des élus locaux, et l'enregistrement d'une scission en son sein avec la création de l'Union nationale initiale (UNI).

Cette nouvelle structure, dans son directoire provisoire, a pour président Paul-Marie Gondjout. Celui-là même qui avait été battu par l'actuelle présidente de l'UN, Paulette Missambo, lors de l'élection (démocratique) pour la succession de Zacharie Myboto à la tête de cette formation qui était jusque-là considérée comme la plus grande de l'opposition. En termes de militants. Désormais donc, le divorce est consommé. D'autant plus que non seulement les instances dirigeantes de l'UN ont radié Gondjout et ses principaux lieutenants des rangs de l'UN, mais aussi, les radiés ont déjà déposé leur dossier au ministère de l'Intérieur pour la légalisation de l'UNI. Maintenant que

nous en sommes là, qu'est-ce qui va se passer de part et d'autre ?

A priori, on devrait assister dans les semaines ou mois à venir, à une sorte de bataille du terrain. Étant donné que, qu'on le veuille ou non, les deux forces en présence ont une même base. Celle qui constituait jusque dans un passé récent, les effectifs de l'UN. La question sera de savoir qui reste à l'UN et qui va à l'UNI ? Par rapport à cela, aussi bien Paulette Missambo que Paul-Marie Gondjout, et leurs partisans respectifs, tous, d'une manière ou d'autres, chercheront à se déployer sur le terrain.

Dans le camp de l'UN, il pourrait s'agir d'une clarification des positions des militants. Histoire de se faire une idée claire de ceux restés fidèles à l'UN, et d'éviter de se leurrer en comptant sur ceux dont la tête est déjà ailleurs. Pour leur part, les dirigeants de l'UNI devraient chercher à faire les yeux doux à leurs anciens collègues, en magnifiant la

pertinence de leur initiative et les raisons pour lesquelles ces derniers gagneraient à les suivre.

Sauf si dans l'un ou l'autre cas, Missambo et Gondjout préfèrent ne pas faire le premier pas et laisser venir. Comme on l'a observé au niveau du Haut-Ogooué où des élus locaux de Moanda ont déclaré leur ralliement au camp Gondjout, et le coordonnateur provincial exprimer son soutien à la présidente de l'UN. Tout compte fait, il faudra savoir à l'échelle nationale qui part et qui reste. Cela avant de compter sur de nouvelles adhésions.

Ce sera certainement au sortir des élections générales de 2023, que l'on pourra juger de la force réelle de chaque parti politique. Même si, en ce qui concerne Paul-Marie Gondjout et les siens, il faudra espérer que l'UNI soit reconnue entre-temps.

ONDOUBA'NTSIBAH